

**N° AP 23/206**

## **A R R E T E**

### **ARRETE PORTANT INTERDICTION D'UTILISATION DE L'EMBARCADERE BATEAUX BUS DIT "ESPACE MARINE"**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code des Transports,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** le Règlement Particulier de Police du Port de Toulon-La Seyne-Brégaillon,

**VU** l'inspection subaquatique de l'ouvrage,

**CONSIDERANT** que des dégâts ont été observés sur l'embarcadère des bateaux bus dit « Espace Marine » commune de La Seyne-sur-Mer,

**CONSIDERANT** qu'il est de l'intérêt général de prescrire des mesures propres à prévenir les accidents sur le port, d'y faire respecter l'ordre public et de garantir la sécurité des usagers,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1**

L'accostage, l'amarrage et toutes utilisations de l'embarcadère « ESPACE MARINE » par tous types de navires, bateaux et engins nautiques sont interdits.

### **ARTICLE 2**

L'accès, la circulation et le stationnement des usagers et de tout public sont interdits.

### **ARTICLE 3**

Cet arrêté sera porté à la connaissance du public au moyen d'affiches apposées d'une manière très apparente aux endroits déterminés par le responsable du site Forme et Cales de La Seyne-sur-Mer, qui aura la charge de l'apposition de ces affiches, la responsabilité de leur conservation et l'obligation de les remplacer toutes les fois qu'il y aura lieu.

Cet arrêté sera également porté à la connaissance du délégataire de Service Public du Transport Maritime en charge de la communication auprès des usagers.

## **ARTICLE 4**

Madame Le Directeur Général des Services de la Métropole Toulon Provence Méditerranée est chargée de la notification et de l'exécution du présent arrêté.

Ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet du Var et à Madame la Maire de la ville de La Seyne-sur-Mer.

Le Président : - certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet Acte.  
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :

Fait à Toulon, le **15 DEC. 2023**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE



1900 1000 1000